

## **Commission élargie AN**

**Mercredi 26 octobre**

---

Messieurs les présidents,

Messieurs les rapporteurs,

Mesdames et Messieurs les députés, chers collègues,

Avant de répondre à vos questions, à commencer par celles que les rapporteurs viennent de formuler, permettez-moi dans un très court propos introductif, de dégager les lignes de force de ce budget 2012, qui est le premier dont je porte l'entière responsabilité en tant que garde des Sceaux, et que je suis amené à défendre devant vous. Je peux dire que ce budget répond, autant qu'il est possible dans le contexte si tendu de nos finances publiques que nous connaissons, aux priorités qui sont les miennes.

\*

Ce budget 2012 poursuit d'abord l'effort de rattrapage engagé depuis plusieurs années, et accéléré depuis 2007, pour donner au ministère de la Justice et des Libertés les moyens de répondre aux attentes croissantes des Français en matière de justice. Ainsi, en 2012, les crédits du ministère de la Justice augmenteront de nouveau de 4%, alors que le budget de l'Etat dans son ensemble, hors charge de la dette et des pensions, sera gelé en valeur. Cela traduit assez la priorité qu'accorde le Gouvernement aux missions de ce ministère.

En termes d'emplois, le ministère de la Justice sera le seul ministère à afficher des créations nettes en 2012, comme c'est le cas depuis 2007. Le budget triennal 2011-2013 prévoyait que le ministère serait autorisé à créer 200 emplois en 2012, contre 400 en 2011. Ce sont finalement 515 emplois qui seront créés en 2012, sans compter les 250 emplois transférés du ministère de l'Intérieur au titre de la reprise progressive des missions d'extractions judiciaires par l'administration pénitentiaire.

Ces moyens supplémentaires doivent être mis au service d'un effort de modernisation des méthodes et de l'organisation du ministère, visant à une plus grande efficacité collective, au service des justiciables, avec la plus grande économie de moyens possible : cela passe notamment par la simplification des procédures, le

recentrage des personnels sur leur cœur de métier, le recours accru aux nouvelles technologies, la mutualisation des achats et des fonctions support. J'aurai l'occasion de revenir si vous le souhaitez sur ces différents chantiers.

\*

Ce budget 2012 donne ensuite au ministère de la Justice et des Libertés les moyens de mettre en œuvre ou de déployer les réformes que j'ai portées cette année au nom du Gouvernement, qu'il s'agisse de l'introduction des citoyens assesseurs dans les juridictions correctionnelles et dans les juridictions d'application des peines, de la réforme de l'hospitalisation sans consentement, ou de la réforme de la garde à vue.

Je m'y étais engagé à plusieurs reprises devant les acteurs de la justice comme devant la représentation nationale et devant les Français : il n'y aurait pas de nouvelle réforme sans nouveaux moyens pour faire face aux nouvelles charges. Ces nouveaux moyens, je les ai obtenus du Premier ministre, dans le contexte budgétaire tendu que j'ai rappelé. Au total, sur le budget 2012, ce sont 315 emplois qui sont créés au titre de ces nouvelles réformes.

\*

Enfin, ce budget 2012 met un accent particulier sur les moyens nécessaires à une exécution effective et rapide des peines prononcées par les juridictions, dont j'ai fait une de mes priorités dès mon arrivée place Vendôme.

Ainsi, les crédits relatifs au bracelet électronique sont accrus de 20% (à 23,3 M€), pour permettre à l'administration pénitentiaire d'atteindre l'objectif de 12 000 bracelets que je lui ai fixé.

Ce budget 2012 ouvre aussi des crédits d'autorisations d'engagement à hauteur de plus d'1,8 Md€ pour engager les investissements prévus dans le cadre du nouveau programme immobilier que j'ai annoncé au printemps, et qui permettra d'atteindre 70 000 places de prison en 2017.

Enfin, pour renforcer la prise en charge des mineurs délinquants, 60 emplois d'éducateurs seront créés et 30 M€ d'investissements engagés pour mettre en place 20 nouveaux centres éducatifs fermés.

A cet égard, le budget 2012 annonce le projet de loi de programmation sur l'exécution des peines que le Président de la République m'a demandé de présenter devant le Parlement dans les toutes prochaines semaines, et qui a vocation à

prolonger et à intensifier les efforts déjà engagés pour doter notre pays des moyens nécessaires à une exécution rapide et effective des peines.

\*

Voilà, mesdames et messieurs les députés, ce que je souhaitais mettre en relief à titre liminaire.

J'en viens maintenant aux questions qui m'ont été posées par les rapporteurs.

—